

COMITE SYNDICAL SEANCE DU 17 DECEMBRE 2015

DELIBERATION N° C 2963

Adoptée à l'unanimité des voix, soit 230,5 voix pour

Objet : Soutiens aux collectivités pour la progression et la qualité des collectes sélectives et pour le développement des bio-déchets

Etaient présents :

Mme AESCHLIMANN, Madame BARATTI-ELBAZ, M. BERTHAULT, M. BESNARD, Mme BOILLOT, M. BOUYSSOU, M. BOYER, M. BRETILLON, M. BRILLAUT, Mme BRUNEAU en suppléance de M. BAGUET, M. CESARI en suppléance de Mme GOUETA, M. CHEVALIER, Mme CROCHETON, M. DAGNAUD, Mme DASPET, Mme DAVID, Mme de CLERMONT-TONNERRE, M. DELANNOY, Mme de PAMPELONNE en suppléance de M. SCHOSTECK, Mme DESCHIENS, Mme FANFANT en suppléance de Mme BERTHOUT, M. FLAMAND, Mme GAUTHIER, M. GIRAULT en suppléance de M. FROMANTIN, M. GAUTIER, M. HELARD, Mme JEMNI, Mme KELLNER, M. LEGARET, M. MALAYEUDE, M. MARSEILLE, M. MERIOT, M. MISSIKA, M. PENINOU, M. PERIES, Mme RAFFAELLI, M. RATTER, M. ROCHE en suppléance de M. SANTINI, M. SITBON en suppléance de M. PELAIN, Mme SOUYRIS, Mme TEYSSEYRON et M. WEISSELBERG

Etaient absents excusés :

Mme BIDARD, M. CADEDDU, M. CARVALHO, M. COUMET, M. DAGUET, M. DUCLOUX, M. DURANDEAU, M. GRESSIER, M. GUETROT, Mme HAREL, M. MICONNET, Mme ONGHENA, M. RUSSIER, M. SANOKHO, M. STERN, M. TORO, M. TREMEGE, et M. VAILLANT

Excusés ayant donné pouvoirs :

Monsieur AURIACOMBE a donné pouvoir à Monsieur MARSEILLE
M. BEGUE a donné pouvoir à Mme KELLNER
M. CACACE a donné pouvoir à M. DELANNOY
Mme GUHL a donné pouvoir à Mme SOUYRIS
Mme ORDAS a donné pouvoir à M. BRILLAUT
M. LAFON a donné pouvoir à Mme CROCHETON
Mme LEVIEUX a donné pouvoir à M. PENINOU



Vu l'arrêté inter-préfectoral du 16 mai 1984, portant création du Syctom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers et approbation de ses statuts, modifié successivement par les arrêtés inter-préfectoraux n° 85-621 du 25 septembre 1985, n° 98-978 du 25 septembre 1998, n° 2004-162-3 du 10 juin 2004; n° 2011248-0005 du 5 septembre 2011 et n° 2014132-0009 du 12 mai 2014,

Vu les statuts du Syctom,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311-1 et suivants, L 5212-18 et suivants,

Vu la délibération C 2940 I-a du 5 novembre 2015 relative au débat sur les orientations budgétaires 2016,

Vu la délibération C 2958 du Comité syndical du Syctom en date du 17 décembre 2015 adoptant le Budget Primitif de l'exercice 2016,

Vu la délibération C 2959 du Comité syndical du Syctom en date du 17 décembre 2015 adoptant les montants des contributions 2016 des collectivités,

Vu le rapport budgétaire adressé aux membres du Comité,

Vu la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Considérant la volonté du Syctom de promouvoir et soutenir la progression et la qualité des collectes sélectives et le développement des collectes de bio-déchets,

Le Président entendu,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : Les tarifs des soutiens versés en 2016 aux collectivités pour la progression et la qualité des collectes sélectives, sur la base des tonnages 2016, sont arrêtés comme suit :

- **Pour toutes les tonnes de collectes sélectives non déclassées au-delà du tonnage 2015 :**
 - **50 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 55 kg/hab**,
 - **45 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 50 kg/hab**,
 - **40 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 45 kg/hab**,
 - **35 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 40 kg/hab**,

- **30 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 35 kg/hab**,
- **25 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 30 kg/hab**,
- **20 € / tonne au-delà du tonnage 2015**, si et seulement si le taux de refus de la collectivité est inférieur ou égal à 17% et si le **ratio** de performance annuel en 2016 de la collectivité est **supérieur à 25 kg/hab**,

Le ratio de performance se calcule en divisant le tonnage entrant annuel de CS (hors collectes sélectives déclassées et hors verre) confié au Sycotom par la population INSEE totale utilisée pour le calcul de la part population.

Le taux de refus¹ pris en compte est celui de la caractérisation moyenne annuelle² de la collectivité à compétence collecte pour l'année 2016.

Article 2 : Les tarifs des soutiens versés en 2016 aux collectivités **pour le développement des bio-déchets** sur la base des tonnages 2016, sont arrêtés comme suit :

- **30 €/tonne** de bio-déchets (non déclassés) pour une période expérimentale de trois ans (2016-2018) sauf si le Sycotom prend en charge par ailleurs la collecte expérimentale des bio-déchets.

Article 3 : Les dépenses afférentes aux soutiens versés aux collectivités pour **la progression et la qualité des collectes sélectives et pour le développement des bio-déchets** seront imputées au **chapitre 65** du Budget 2016 du Sycotom.

Article 4 : Le Sycotom procédera avant le Débat d'Orientations Budgétaires 2017 à un premier retour d'expérience sur les conditions d'application et de mise en œuvre de la nouvelle tarification dans le cadre du groupe de travail des élus.

Hervé MARSEILLE

du
Président du Sycotom
Sénateur-Maire de Meudon
Vice-Président du Sénat

¹ Il s'agit du taux de matériaux non recyclables c'est-à-dire la somme du taux de refus vrais, du taux d'erreurs de tri et du taux de composants imbriqués et recyclables souillés, hors fines. Les emballages plastiques autres que bouteilles et flacons (films plastiques, pots, barquettes,...) sont comptabilisés en tant qu'erreurs de tri, sauf pour les collectivités engagées en partenariat avec le Sycotom dans l'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques.

² La caractérisation moyenne annuelle de la collectivité à compétence collecte est obtenue en faisant la moyenne pondérée par les tonnages des caractérisations de chacun des territoires faisant l'objet d'un plan d'échantillonnage spécifique.

2015/612

